

Du travail en perspective

Nous voilà à la mi-septembre. Les 50 % des français qui ont pris des vacances essaient de se souvenir pour oublier les réalités peu roses du retour. Pour ceux qui ne sont pas partis, le réveil est un peu moins brutal. Mais la vie est là toute aussi difficile.

Contrairement aux années précédentes, c'est le Président de la République qui a très tôt fait « la rentrée ». Les choses iraient-elles si mal ?

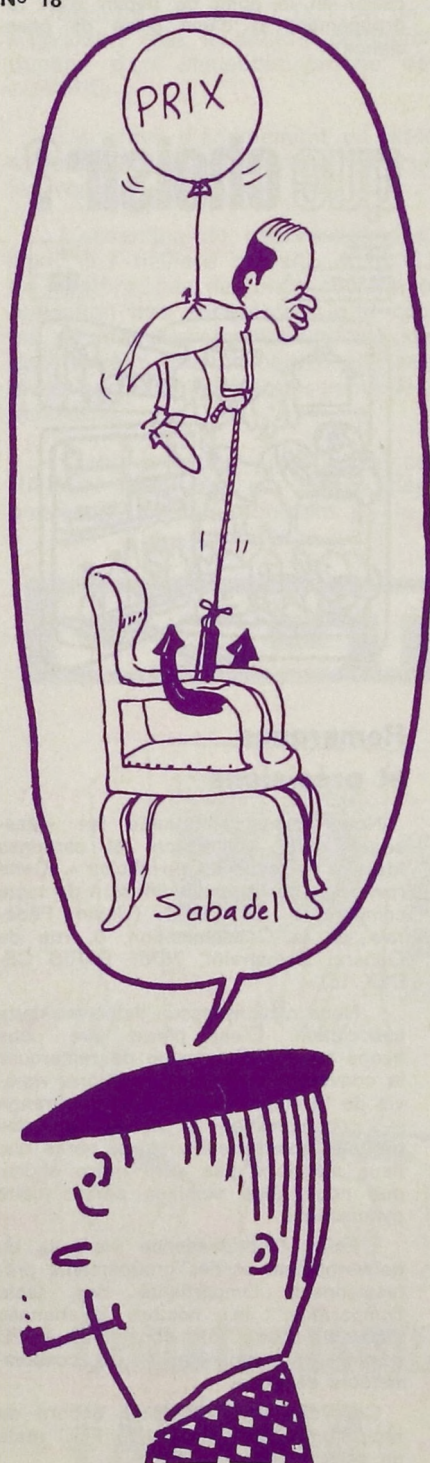
C'est qu'en effet, les choses ne vont pas aussi bien que les propos lénifiants de Giscard voudraient le faire croire. L'indice des prix de juillet est encore moins bon que celui de juin. Le panier de la ménagère est de plus en plus difficile à garnir et pourtant au-delà des déclarations, aucun moyen sérieux n'est envisagé pour lutter contre l'inflation, sinon un appel à la sagesse de la classe ouvrière (p. 4 et 5). Le Président peut rêver mais ce n'est pas le cas de la C.F.D.T.

Certes, depuis 3 mois des réformes sont intervenues. Elles ne sont pas négligeables mais quelle sera leur réalité et sont-elles celles que souhaite rapidement et profondément la grande majorité des Français. Elles n'ont pas empêché l'explosion des prisons, les mouvements divers dans l'armée et surtout les luttes pour l'emploi chez TITAN-CODER, INOSAF et aux Tanneries d'ANNONAY (p. 7). Empêcheront-elles l'action que les travailleurs ressentent comme nécessaire à la rentrée pour sauvegarder leur pouvoir d'achat, leur emploi et leurs conditions de travail ? Ceci d'autant qu'à plusieurs reprises, les déclarations d'un certain CHINAUD, secrétaire général des Républicains Indépendants visent à remettre « en selle » des organisations comme la CFT (p. 6). Les travailleurs ne s'y trompent pas. Trop de menaces s'amoncellent à l'horizon pour qu'ils restent inactifs. Dans les entreprises, tout doit être mis en œuvre pour améliorer la situation des travailleurs et renforcer les sections syndicales. Les travailleurs doivent comprendre que c'est grâce à des organisations fortes, puissantes et démocratiques que les progrès se réaliseront. Un grand effort doit être entrepris dans ce sens, en particulier à travers l'opération « brique » que lance la C.F.D.T. (p. 3).

Les actions en dehors de l'entreprise sont, elles-aussi, importantes... La période d'inflation galopante est un moment propice pour que chacun réfléchisse à ce qu'il est et serait possible de faire, grâce à des associations de consommateurs fortes et agissantes (p. 2). Les exemples étrangers sont significatifs et accentuent encore davantage le manque flagrant qui existe sur ce problème au niveau français. Un sondage récent montre que les Français, dans leur grande majorité, sont conscients des problèmes et des difficultés qui les attendent.

Y a-t-il loin de la prise de conscience à l'action pour en sortir.

Du travail en perspective, non ?





Fin d'année : haute saison de la consommation. Plus que jamais informez-vous, comparez.

Pourquoi ?

Pourquoi parler des consommateurs dans un journal syndical.

Nous l'avons déjà écrit maintes fois. Le travailleur n'a pas deux casquettes dont il change selon qu'il se trouve à l'intérieur de son entreprise ou au dehors. Producteur-là, il sera chez lui quelques heures plus tard consommateur du produit qu'il aura lui-même fabriqué.

Nous avons vécu il y a 2 ans dans la fédération, l'illustration de la complémentarité du rôle que peuvent jouer les organisations syndicales et les associations de consommateurs. C'était au moment de l'affaire du talc Mohrange. A ce moment est apparu avec netteté que le combat était identique. D'un côté le travailleur menacé dans son emploi du fait de la fabrication d'un produit dangereux qu'il devenait nécessaire de supprimer du marché. De l'autre le père de famille qui vient de perdre son enfant ; on peut imaginer qu'il aurait pu s'agir de la même personne. Mais le problème est le même. Entre un consommateur mal informé, amené souvent malgré lui à consommer des produits dont le besoin lui a été inculqué clandestinement par tout un arsenal subtil d'affiches, d'idées reçues et un travailleur producteur sans pouvoir, sans initiatives, on retrouve chaque fois l'être aliéné, exploité.

Des perspectives plus larges

Même si elles se situent à des niveaux différents, ces deux actions sont indiscutables. Pour peu qu'elles se nourrissent des perspectives larges, la lutte pour l'autogestion dans les entreprises et l'action pour une consommation basée sur un modèle de développement différent, sont de même nature.

CONSOMME... ET TAIS-TOI!...

Beaucoup plus intéressé par les 10 % de remise qu'il peut obtenir sur tel ou tel produit grâce au beau-frère de la tante du copain de la maison d'en face, qu'il n'est soucieux du rapport de la qualité et du prix du produit considéré, le Français boude les associations de consommateurs. C'est un fait brut. Pourtant dans la situation présente, inflation galopante, consommation forcée, qualité douteuse, le regroupement est plus que nécessaire. Isolé, le consommateur n'est rien, il n'a aucune force. Regroupés, les consommateurs peuvent rétablir l'équilibre entre patenaires économiques : producteurs, distributeurs et consommateurs.

Il ne s'agit pas à travers l'action d'une association de consommateurs de ne viser qu'à être sûr d'être individuellement le consommateur de la meilleure automobile, du meilleur dentifrice. C'est par une action collective, remettre en cause la consommation que les producteurs voudraient nous imposer.

« L'intérêt du consommateur c'est de refuser le gadget idiot, le bien marginal, la consommation vaine : Mieux vaut faire un beau voyage en train et aller au travail en bus que de rester chez soi pendant les vacances pour payer les mensualités de la voiture avec l'argent de ses congés payés ».

actions concrètes menées à la base par des groupements locaux en liaison avec les autres formes de lutte économique et sociale, peuvent fournir l'occasion et le point de départ d'un regroupement et d'une prise de conscience.

que choisir ?

Quelques questions sur nous
11 mesurables
8 intelligibles
18 personnes à participer
10 sites en itinéraire
13 corps gras pour l'histoire
Méthodologie des dérogations
Général

82



Remarques et précisions

Nous avons empruntés les « passages entre guillemets et certaines idées à la revue « Que choisir ». Cette revue est l'organe de diffusion de tests comparatifs de l'UFC (Union Fédérale de la Consommation, 6, rue du Général Delestraint, 75781 PARIS CEDEX 16) ».

Nous n'avons aucun lien avec cette association. C'est parce que nous avons eu déjà l'occasion de remarquer la convergence de nos positions vis-à-vis de la consommation (talc Mohrange — consommation et fabrication des produits pharmaceutiques) et parce que nous n'aurions pas écrit autre chose, que nous nous sommes permis cette gymnastique.

Enfin, l'indépendance vis-à-vis du gouvernement et des groupements professionnels, l'impartialité des tests comparatifs, le nombre d'abonnés (250.000), nous fait considérer l'UFC comme une organisation de consommateurs sérieuse.

Cela dit, il n'y a aucun accord de réciprocité, l'adhérent de la FUC reste un consommateur « libre ».

La pression :

Les associations de consommateurs n'auront de réelle efficacité que si elles exercent une pression suffisante sur les producteurs et les distributeurs. Dans la société actuelle, croire à une efficacité dans le cadre d'organismes paritaires serait un leurre. C'est au niveau national par :

— la publication de tests comparatifs personnalisés - où le nom et le fabricant sont désignés - et scientifiquement indiscutables,
— la vulgarisation d'études scientifiques qui ont mis à jour les dangers de tel ou tel produit, de telle ou telle pratique industrielle que l'action pourra déboucher.

Au niveau local, dans l'indépendance, l'action est primordiale.

Des relevés de prix réguliers et fréquents largement diffusés auprès des consommateurs seront plus efficaces qu'un organisme gouvernemental ou paritaire chargé de ces contrôles, devenus impossibles d'ailleurs en période d'inflation.

Conclusion

« La consommation n'est pas un acte neutre, intemporel, partout identique quel que soit le système économique et social et quel que soit le revenu distribué. Ce n'est pas non plus seulement un acte individuel : le problème de la consommation collective se posera de plus en plus. On pense bien sûr aux transports mais il y a bien d'autres exemples. Ainsi, en 1975, les repas pris à l'extérieur et notamment dans les cantines scolaires et restaurants d'entreprise représenteront en France le quart de la consommation alimentaire à domicile.

Pour échapper à ces ambiguïtés, le mouvement des consommateurs doit se situer dans une perspective large. Les

DES**BRIQUES****" OPÉRATION EQUIPEMENT "**

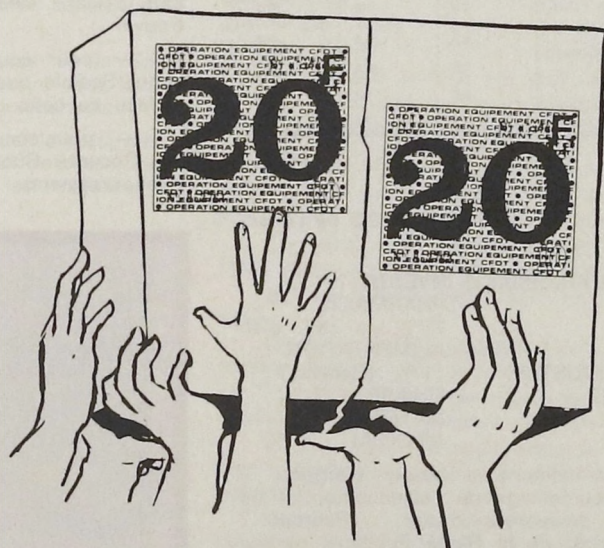
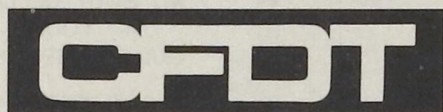
L'argent est le nerf de la guerre... mais aussi de la lutte syndicale.

Aujourd'hui la C.F.D.T. a un besoin urgent de s'agrandir, elle a décidé démocratiquement la construction d'un immeuble proche de l'immeuble actuel à PARIS.

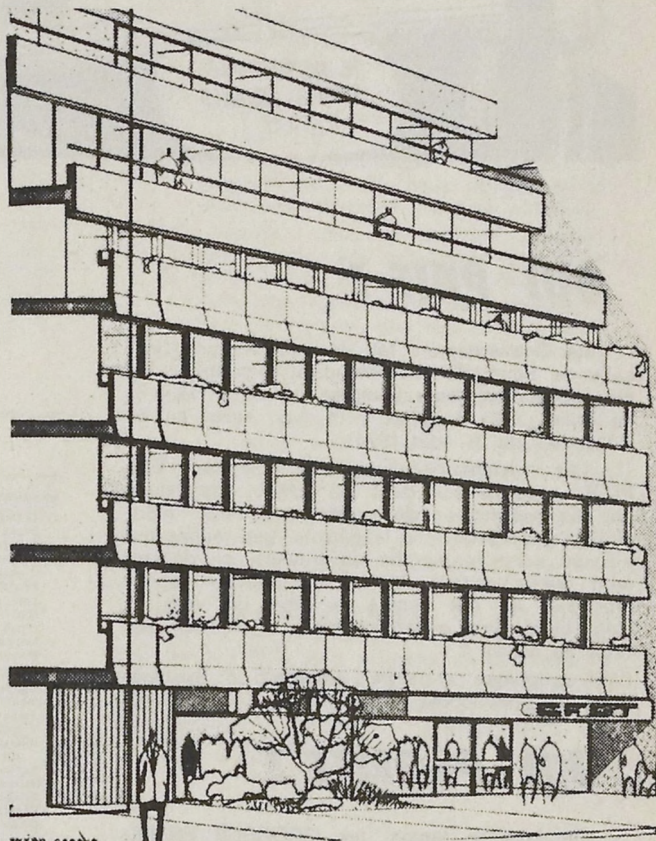
Un effort d'équipement en matériel de tirage, voitures etc... est également nécessaire à la base dans les régions, syndicats, U.D., U.L.

L'ensemble de ces réalisations coûtent cher, **très cher**, (1,7 milliard ancien). A la C.F.D.T. il n'y a pas de mystère, pas de fonds secrets, on ne vit que sur la cotisation des adhérents. Cette cotisation doit permettre un fonctionnement démocratique normal en régime de croisière. Elle ne peut à elle seule faire face à des investissements coûteux comme la construction de cet immeuble.

C'est pourquoi une vaste campagne : l'« OPE-
RATION BRIQUE » est lancée dès septembre-octobre auprès de chaque adhérent de la C.F.D.T. C'est l'oc-



**Construisons
l'AVENIR**



casion de montrer notre solidarité, notre sens des responsabilités, notre sens de l'organisation

en achetant
en faisant acheter par des non-adhérents
en organisant la vente
de briques à 20 F (séparable en 2 fois 10 F).

Le matériel est arrivé dans les régions et syndicats.

Cette opération doit être :

- **Un succès financier** d'une part car il n'y a pas le choix. Toutes les sommes qui ne rentreront pas par la brique devront rentrer par le biais des cotisations et ce sera encore plus cher car il faudra rembourser les taux élevés des emprunts.

- **Un succès de syndicalisation.** C'est l'occasion de rentrer en contact avec des sympathisants, de faire découvrir ce qu'est le syndicalisme et la nécessité de la lutte collective rassemblant les travailleurs de toutes les catégories et au-delà du simple cadre de l'entreprise.

Il ne s'agit donc pas d'une « quête pour bonnes œuvres », mais d'un acte **MILITANT**.

La réussite de l'opération nécessite la mobilisation des volontés de chaque adhérent, d'acheter et de faire acheter autour d'eux.



INFLATION

QUI PAIE ?

QUI PROFITE ?

QUE FAIRE ?

QUI PAIE ?

Le Gouvernement fait des déclarations (voir celle de Fourcade au « Monde », ci-contre) : **les ménagères font leurs comptes** : prix + 14,4 % de Juillet 1973 à Juillet 1974 (voir table au du « Monde » du 31 août 1974).

Les travailleurs s'inquiètent pour leur **EMPLOI** : que ce soit dans les P.M.E., asphyxiées par les restrictions de crédits, ou dans l'automobile, ou même dans le pétrole. Les jeunes qui arrivent sur « le marché du travail » se demandent quelle chance ils ont de pouvoir gagner leur vie. Ils ont acquis le droit de vote... c'est bien, mais quand pourront-ils exercer leur droit au travail ?

(voir graphique ci-contre, emprunté à Syndicalisme de Septembre).

QUI PROFITE ?

Pendant ce temps, les **GROSSES ENTREPRISES MULTINATIONALES** aménagent leur stratégie, pour se faire le maximum de « cash flow », c'est-à-dire de capitaux disponibles, afin d'assurer toujours plus fortement leur domination.

Quelques exemples dans la chimie : **POURQUOI LES PETROLIERS ONT BESOIN D'ARGENT ?**

— Ils veulent explorer de nouveaux sites, comme la mer du Nord, dont les compagnies peuvent espérer conserver la propriété. Ressources nouvelles qu'elles vendront à un prix qui aura largement augmenté.

— Ils recherchent des technologies nouvelles. Les compagnies ne peuvent plus piller à leur guise les matières premières.

Pour compenser ce manque à gagner, elles vendront ces technologies aux pays producteurs qui en auront besoin pour le traitement des matières premières dont ils auront recouvré la possession. Elles continueront ainsi l'exploitation des pays consommateurs en leur faisant payer cher l'énergie pétrolière, tout en laissant accuser de la hausse les pays producteurs.

Joli coup double auprès de quoi on oublierait presque les licenciements des travailleurs du « Pétrole », que l'efficacité plus grande de ces technologies nouvelles permettra.

— Ils recherchent une énergie future (énergie nucléaire), pour en prendre le monopole le plus tôt possible (les compagnies pétrolières, grâce à une savante accélération dans l'abandon de la pro-

CONJONCTURE

LES PRIX DES PRODUITS MANUFACTURÉS ONT AUGMENTÉ DE 17,4 % EN UN AN

(Augmentation des prix de détail en pourcentage)

	EN UN MOIS (Juillet 1974 comparé à juin 1974)	EN SIX MOIS (Juillet 1974 comparé à janvier 1974)	EN UN AN (Juillet 1974 comparé à juillet 1973)
ENSEMBLE	1,3	7,9	14,4
1) ALIMENTATION	9,7	6,1	12,6
Produit à base de céréales	0,8	8,7	17,9
Vianes de boucherie	»	3,4	7,8
Volailles, produits à base de viande	— 1,6	0,2	12,3
Produits de la pêche	1,3	7,8	14,6
Lait, fromages	0,9	9,9	13,4
Œufs	— 4,4	— 20,2	7
Corps gras et beurre	1,4	24,2	30,5
Légumes et fruits	2	7,4	12,8
Boissons non alcoolisées	2,1	12,3	15,6
2) PRODUITS MANUFACTURÉS	1,6	9,6	17,4
Habillement et textile	0,9	7,6	14,4
Meubles et tapis	1,6	11,2	16,9
Appareils ménagers électriques et à gaz	1,8	9	11,5
Autres articles d'équipement du ménage	2,3	13,1	19,4
Logement	3	18,7	18,7
Savons et prod. d'entretien	1,2	5,8	8,6
Articles de toilette et de soins	2,7	9,7	12,8
Véhicules	1,2	7,9	17,3
Papeterie, librairie, journaux	2,8	15,2	42,1
Combustible, énergie	1,4	7	11,6
3) SERVICES	2,7	5,9	9,8
Logement	2,5	10,6	18,7
Services de santé	»	4,9	7,1
Transports publics	0,4	9,3	12,2
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	1,1	7,8	13,7

tiré du Monde

duction charbonnière, contrôlent les 2/3 de l'énergie utilisée en France).

POURQUOI LA PHARMACIE INVESTIT ?

- PHARMACIE : 77 % du chif. d'aff.
- ALIMENTATION : 11 % (Banania)
- CHIMIE : 7 %
- MATERIEL MEDICAL : 4 %

CLIN MIDY INDUSTRIE C'EST

Clin Midy Industrie a besoin d'argent ; il faut que le pourcentage de l'alimentation et de la pharmacie deviennent égaux... Pourquoi ? Pas dans l'intérêt de la Santé Publique, ni des travailleurs. Mais les capitalistes ne veulent pas mettre tous leurs œufs dans le même panier... et Clin Midy se lance dans la confection des plats cuisinés... comme l'Oréal (produits Vichy) s'est fait racheter par Nestlé.

Il n'y a pas que dans la pharmacie : dans le verre, B.S.N. fait les verres, mais rachète aussi la « Bière KRONENBOURG » que l'on met dedans.

... TOUT CELA DEMANDE BEAUCOUP DE SACRIFICES — QUI EN PROFITE ?...

— Pendant ce temps, la qualité des **SERVICES PUBLICS** n'augmente pas, mais les prix oui. Là, c'est le régime de la douche écossaise : les Pouvoirs Publics stabilisent leurs prix exagérément. L'E.D.F. se voit même obligée d'emprunter aux U.S.A. pour faire les investissements nécessaires à une politique énergétique sérieuse. Et puis brutalement, l'Etat met fin à sa politique démagogique (Electricité + 14,5 % ; timbres + 60 à 100 % ; ...).

Mais pour autant, le personnel des Services Publics ne sera pas mieux payé ! « On » les avertit, au contraire, de se préparer à l'austérité. Ne croyez pas non plus qu'il y aura d'avantage d'enseignants pour vos enfants, ni que le nombre des écoles va augmenter : « on » restreint les crédits prévus.

Alors n'utilisez plus votre voiture personnelle, mais ne cherchez plus de travail dans l'automobile. Pourrez-vous alors compter sur une amélioration des transports publics ?

Donnez votre travail aux multinationales... Elles s'en serviront pour créer du capital qui leur permettra, demain, de se passer de vos services.

AU BOUT DE LA CHAÎNE, QUI PAIE ?

— VOUS —

QUI PROFITE ? ? ?

Monsieur Giscard d'Estaing trouve l'augmentation des salaires quasiment scandaleuse : le salarié... ce pelé, ce galeux, d'où provient tout le mal ! mais que l'on est bien content de trouver :

— pour équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale quand le Gouvernement veut faire cadeau de cette couverture aux non-salariés ;

— pour compenser les déficits de cette même Sécurité Sociale, en réduisant les taux de remboursements, ce qui oblige les travailleurs

Les déclarations absurdes

FOURCADE, Ministre des finances, déclare le 7 août 1974, au « Monde » :
« Toutes les informations disponibles depuis deux mois font apparaître un ralentissement de la hausse des prix, que ce soit au détail ou à la production ».
Hausse des prix en juillet 1974 : + 1,3 % - D'avantage qu'en juin (+ 1,2 %).

à donner de nouveau de l'argent aux diverses compagnies d'assurances complémentaires ;

— pour... cotiser en vue d'être indemnisé quand il sera devenu chômeur.

« Quand on a fini de presser l'orange, on jette l'écorce », c'est comme cela que Voltaire, il y a deux siècles, a exprimé son exploitation

par un grand patron de l'époque. Oui, mais le système capitaliste a besoin du consommateur ! car qui achètera les produits ? On sait que l'augmentation des salaires en Mai 1968 a justement donné à l'économie française le coup de fouet dont elle avait besoin. Contradiction du capitalisme ! 0 % de HAUSSE SUR LES PRIX 73 DE CERTAINS ARTICLES clame un grand magasin.

Les commerçants actuellement ont bien compris le danger. Edouard Leclerc propose une vente « à prix coûtant ». De quoi faire crouler la bonne vieille économie libérale... Le Gouvernement, lui, suggère une baisse de 5 % pour la rentrée... Effet réel ? — ou psychologique ? — **QUE FAIRE ? — LUTTER :**

QUE FAIRE ?

— Luttons pour la qualité des services publics :

- ☐ Gaz et électricité,
- ☐ Logement et équipements sociaux,
- ☐ Soins, médicaments,
- ☐ Fournitures scolaires,
- ☐ Transports publics, routes
- ☐ Récupération des déchets.

Le Président veut stabiliser les salaires ? Mais alors qu'il augmente la qualité des services publics au moindre coût.

A nous d'exprimer nos besoins, ceux de nos familles : adultes, enfants, personnes âgées, handicapées... **A nous d'imposer des priorités partout où nous pouvons être présents** : le quartier, l'école, la commune, la région...

— Luttons partout, sur tous les fronts :

▲ **Le consommateur** peut agir contre les variations de prix injustifiées (action des Associations de Consommateurs), mais aussi contre la spéculation (prix des terrains), contre certains types de publicités mensongères, contre les gadgets de tous genres...

Ce sera une première manière de lutter pour mieux maîtriser notre vie économique.

▲ **Le citoyen** peut agir, au niveau politique :

Giscard décide impérativement des modifications dans la ville de Paris,

... qu'il utilise donc aussi son autorité pour rendre la fiscalité française plus juste.

... qu'il lutte au plan national, comme au plan international, pour un **contrôle des multinationales**.

Ce sera au moins aussi efficace pour le bonheur des Français qui de remonter les Champs Élysées à pied.

« Le Président bourgeois qui veut le changement touche aux tabous de sa classe, pas à ses privilèges ».

▲ **Il reste encore et toujours aux travailleurs d'agir au niveau de l'entreprise** qui est bien le cœur de la vie moderne.

Nous luttons : pour la sécurité de l'emploi, avec des horaires qui laissent du travail

à d'autres, aux jeunes en particulier, et qui permettent à **chacun de participer d'avantage** à la vie sociale du Pays.

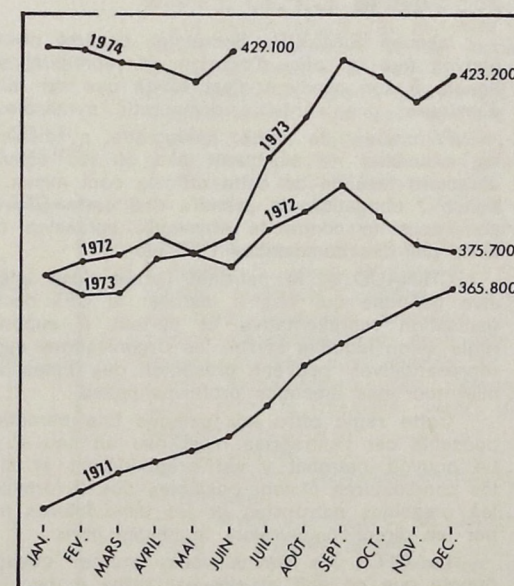
Nous luttons : pour des salaires décents : ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la crise que traverse actuellement l'économie capitaliste. En exigeant notre dû, nous obligerons les patrons à chercher d'autres solutions.

Nous luttons : pour un contrôle... progressif sur ce que produisent les entreprises. Une planification Bien sûr !, mais une planification démocratique, à tous les niveaux, afin que chacun puisse y contribuer, à la fois comme travailleur et comme consommateur.

Nous luttons : pour d'autres relations humaines dans l'entreprise, des relations où chacun soit respecté et puisse réellement contribuer à l'amélioration de la vie sociale.

En parlant d'autogestion, de planification démocratique, de propriété sociale, la **CFDT rêve**? Pourquoi pas, depuis le discours de Giscard, le rêve est à la mode.

Mais aussi la **C.F.D.T. agit**, car dès aujourd'hui, partout où il y a un adhérent, une adhérente de la CFDT, il y a quelqu'un qui **réfléchit et se bat** pour, ensemble avec les autres adhérents et tous les travailleurs, faire progresser nos revendications : **SALAIRE - CONDITIONS DE TRAVAIL - EMPLOI...**



Les statistiques du chômage depuis 1971. (Le chiffre indique le nombre des demandes d'emploi non satisfaites enregistrées par les services officiels. Le nombre réel des chômeurs, c'est-à-dire des personnes désirant un emploi et n'en ayant pas, est plus élevé de moitié probablement, soit plus de 600 000.)

d'après « Syndicalisme »

L'antisindicalisme de : CHINAUD

Fin juin, Roger CHINAUD fait étalage de son antisindicalisme face à Pierre MAUROY au cours de l'émission « les trois vérités ». La C.F.D.T. posait alors la question de savoir si l'attitude du Secrétaire général des Républicains Indépendants reflétait également l'attitude du gouvernement.

Et voici que deux mois après, il n'a pas attendu trois mois comme son patron, CHINAUD récidive et en rajoute même. Il est bien là le libéralisme que l'on nous promet. Tout concourt à essayer de faire admettre les syndicats prétendus indépendants tels la « CFT ».

... du CNPF :

Monsieur LE ROY-THIEBAUT, chargé des relations professionnelles et interprofessionnelles au CNPF ne disait-il pas à QUIMPER dans le Sud-Finistère, il y a déjà quelques temps : « Nous serions très heureux de négocier avec la CFT à l'échelon confédéral mais c'est un problème de gouvernement ».

« Je connais des entreprises qui ont installé des syndicats CFT, et il n'y en a pas d'autres. Pour maintenir les syndicats autonomes seuls dans la place, ces entreprises font une sélection à l'embauchage... ».

Ça au moins c'est direct et ça le mérite d'être clair.

... du POUVOIR

Le journal « Le Peuple » de la CGT rapporte que la PIDE (police politique portugaise du temps de la dictature) informée sans doute par la CFT, faisait pression sur les familles des immigrés portugais. Récemment la police française est intervenue auprès de familles de certains militants pour savoir ce que ceux-ci sont allés faire au Portugal et pour qu'ils fassent pression auprès d'eux pour que ceux-ci renoncent à leur activité syndicale.

Etrange retour des choses, la France d'aujourd'hui deviendrait-elle le Portugal d'hier ?

... de la C.F.T.

Jacques SIMAKIS, Secrétaire général de la CFT écrivait que le refus d'octroyer la représentativité nationale à son syndicat n'est fondé que sur la crainte d'instaurer une véritable démocratie syndicale.

Parlons-en de cette démocratie syndicale... et les exemples ne manquent pas où les activités de caractère fasciste de cette officine sont mises en évidence : obligation de prendre une carte CFT au besoin sous la contrainte physique, agression de militants par des commandos CFT etc...

CHINAUD et le patronat livrent donc une offensive générale qui vise à imposer la CFT comme organisation représentative et surtout à supprimer la règle selon laquelle seules les organisations syndicales représentatives peuvent présenter des listes au premier tour des élections professionnelles.

Cette règle offre aux salariés une garantie indispensable car l'entreprise n'est pas un lieu de liberté. Le pouvoir patronal y est prépondérant et si toutes les candidatures étaient possibles dès le premier tour, les pressions patronales et les candidatures inspirées par les directions auraient le champ libre.

La CFDT n'a jamais voulu exercer quelque monopole que ce soit et elle est prête à discuter avec tous les partenaires syndicaux, même ceux avec lesquels elle n'est pas d'accord. Mais elle ne peut admettre comme organisation syndicale la CFT à la solde du patronat et qui comprend des commandos et des groupes qui pour le moins nous rappellent de tristes souvenirs.

Décidément la période des vacances aura été fertile en événements. En dehors de l'augmentation des prix qui va croissant, des problèmes d'emploi de plus en plus présents, trois autres questions ont fait la UNE de l'actualité française : l'O.R.T.F. - l'ARMÉE - et les PRISONS.

Il s'agit bien sûr de questions qui n'intéressent pas seulement les travailleurs et leurs organisations, mais l'ensemble des Français. Sur chacun de ces problèmes, la CFDT a pris position soit seule, soit avec d'autres organisations.

En effet, tous les travailleurs sont concernés.

Les salariés de l'ORTF, les surveillants des prisons, les détenus ayant une activité professionnelle, les jeunes travailleurs appelés au service militaire, le sont directement par rapport à leur emploi, à leur salaire et à leurs conditions de travail. Nous le sommes tous par rapport à nos conditions de vie.

Qui peut nier la place prise par ces puissants moyens d'information (ou de « désinformation ») que sont la radio et la télévision ?

Est-il acceptable que, pendant leur service militaire, les jeunes appelés soient privés de libertés fondamentales comme les droits d'expression, d'information et de réunion ? Doit-on accepter que, pendant leur service militaire, les jeunes soient soumis à des brimades de toutes sortes où quelques fois la méchanceté le dispute à la bêtise ?

Face au problème des prisons et aux événements survenus ces derniers temps, les réactions sont souvent violentes et définitives. On n'accepte pas que les détenus posent un certain nombre de revendications. On entend trop souvent dire : ils ont mérité leur sort, qu'ils restent tranquilles !... D'ailleurs une certaine presse en rajoute et entretient cette attitude, rejet de total mépris et d'incompréhension.

La « casse » faite dans les prisons a été utilisée au maximum. On a même organisé une opération portes ouvertes... Casser n'était certainement pas la solution, mais quelles possibilités réelles ont les détenus d'exprimer un certain nombre de leurs problèmes et de leurs difficultés ? Les choses sont-elles aussi simples ? Certainement pas ! Tout d'abord, il ne faut pas oublier dans quelle société nous vivons, et comment elle fabrique une certaine délinquance notamment chez les jeunes. Les détenus ne sont pas tous des assassins, des criminels notoires ou des « gangsters » confirmés, il s'agit d'une minorité. Le plus grand nombre des détenus est constitué par les petites peines, par des prévenus non encore jugés, donc aux yeux de la loi présumés innocents.

Pour tous ceux-là, et c'est la grande majorité, la question est de savoir comment la société sera capable de leur permettre une réinsertion sociale dans les meilleures conditions. Ce que l'on appelle le malaise des prisons françaises n'est pas nié par les surveillants. Eux aussi posent des revendications, disent qu'il faut réformer fondamentalement le système pénitentier français. Ils mettent en avant des questions importantes sur le nombre, la qualification et la rémunération du personnel.

Sur ces trois dossiers, le gouvernement a décidé.

Pour le service militaire et les prisons, alors que des réformes profondes sont nécessaires, il a pris quelques mesures qui ne font que repousser la question — à la prochaine fois.

Pour l'ORTF, c'est le grand chambardement fait dans la hâte. La mise en œuvre de la réforme s'avère difficile, pleine d'aléas et d'imprévus. Qu'en sortira-t-il ? Il y a une certitude, cet unique et puissant moyen d'information continuera à être sérieusement contrôlé par le gouvernement. Quant aux programmes, leur contenu ? Nul ne sait, mais on rencontre peu de gens optimistes sauf peut-être les agences de publicité et leurs clients, les grandes entreprises.

Sur ces trois questions, nous avons pu mesurer la volonté de changement et surtout la possibilité réelle qu'a un gouvernement qui s'appuie sur les tenants du système capitaliste et les forces les plus conservatrices, de changer réellement quelque chose.

en vacances...

PRISONS

Extraits du communiqué de la CFDT du 31 juillet 1974 :

« Les mouvements actuels dans les prisons mettent en lumière les conditions de vie des détenus et des surveillants.

Si la société fixe essentiellement pour but à la réclusion la réinsertion des détenus dans la société, ceux-ci doivent, comme tous les êtres humains, avoir des conditions de vie décentes, de liberté compatible avec leur emprisonnement dans la perspective d'une réinsertion correcte.

Cela signifie que :

- le logement, la nourriture, le cadre de la prison ne doivent plus être ceux d'établissements, vieux de plusieurs siècles dans leur conception, sinon leur construction ;
- l'existence d'une certaine liberté, notamment dans les relations avec l'extérieur ;
- soient mis en œuvre les moyens nécessaires à la réinsertion sociale des détenus pendant le temps de l'emprisonnement, par la formation professionnelle et, à la sortie, par la suppression de la communication du casier judiciaire aux entreprises et administrations.

La CFDT, en tant qu'organisation syndicale, se sent particulièrement concernée par les conditions du travail salarié des détenus et dénonce l'exploitation honteuse faite par les entreprises concessionnaires. Sur ce terrain, comme sur d'autres, le capitalisme exploite les situations et s'emploie à assurer leur pérennité. A la prestation actuellement versée doit se substituer une rémunération au moins égale au SMIC, la garantie des droits sociaux en matière de maladie, d'invalidité et de retraite pour les détenus et leur famille.

Ces revendications légitimes des détenus doivent pouvoir trouver rapidement une réponse positive. Elles per-

mettront de changer quelque chose dans les prisons si parallèlement les pouvoirs publics répondent positivement aux revendications non moins légitimes des surveillants.

Les conditions de travail qui leur sont imposées, la multiplication des heures supplémentaires ne permettant pas une vie sociale et familiale, l'absence criante d'effectifs s'ajoutent à des conditions de carrière et de rémunération qui sont loin d'être en rapport avec la tâche qui leur est confiée. Le mouvement déclenché par les gardiens traduit le malaise profond qui règne parmi ces travailleurs. Dans l'impossibilité, déjà aujourd'hui, de remplir correctement un rôle ambigu dont les Pouvoirs Publics se déchargent sur eux, l'application des réformes sera très largement handicapée. Il faut donc un personnel qualifié ; en nombre suffisant, correctement rémunéré et travaillant dans des conditions acceptables.

ORTF

Extraits déclaration du 23 juillet 1974.

« Une nouvelle fois, le pouvoir profite des vacances pour perpétuer ses mauvais coups. Ce texte de loi qui va être soumis au Parlement dès aujourd'hui, escamotant le vrai débat dans le pays, est, en effet, dans sa forme et son contenu, un projet qui va démanteler totalement le service public qu'est l'ORTF. Portant atteinte au principal moyen d'information de notre pays, cette soi-disante libéralisation est en fait une politique active en faveur des intérêts privés ; le pouvoir prétend au mépris de l'opinion publique réorganiser l'ORTF pour faire de l'Office une arme contre les opposants à sa politique.

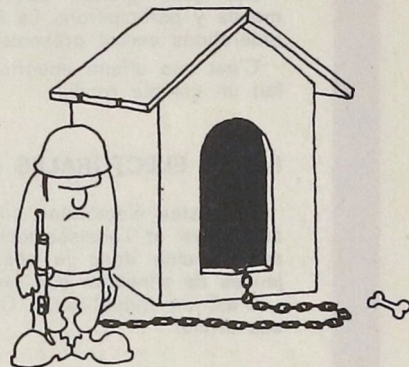
La CFDT ne saurait admettre cet état de choses.

Pour elle, l'ORTF doit remplir sa mission d'information, d'animation et de distraction auprès de l'ensemble des Français. Cela exige que ne soit pas liquidé un outil qui a pour principal défaut aux yeux du pouvoir de limiter

encore trop la diffusion des conceptions politiques, culturelles et idéologiques de la classe dominante.

La CFDT estime qu'ainsi le personnel de l'ORTF, dans son intégralité, doit continuer à œuvrer au sein de l'office ».

ARMÉE



Communiqué commun :

« Dans de nombreuses casernes de France et d'Allemagne, la répression s'intensifie. Des soldats de tous grades sont mis aux arrêts, mutés sans explication. De nombreux appelés subissent les brimades de toutes sortes, ils sont interrogés et constamment surveillés. D'autres sont l'objet de pressions et de menaces. Certains risquent d'être traduits devant les tribunaux militaires. Il leur est reproché notamment de participer à une campagne de signatures, de pétitions, et d'avoir, pour beaucoup, exprimé leur position pendant la campagne électorale.

Il est scandaleux que des sanctions soient prises pour délit d'opinion.

Les organisations de jeunesse suivantes : Mouvement de la Jeunesse Socialiste, Mouvement de la Jeunesse Communiste de France, Mouvement des Jeunes Radicaux de Gauche, Parti Socialiste Unifié, Front des Jeunes Progressistes, Centre Confédéral de la Jeunesse de la CGT, Commission Confédérale des Jeunes de la CFDT, Union Nationale des Etudiants de France, Union Nationale des Comités d'Action Lycéens, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine, Jeunesse Etudiante Chrétienne, condamnent et dénoncent de telles atteintes aux libertés et aux droits fondamentaux des personnes, alors que la majorité vient d'être acquise à 18 ans.

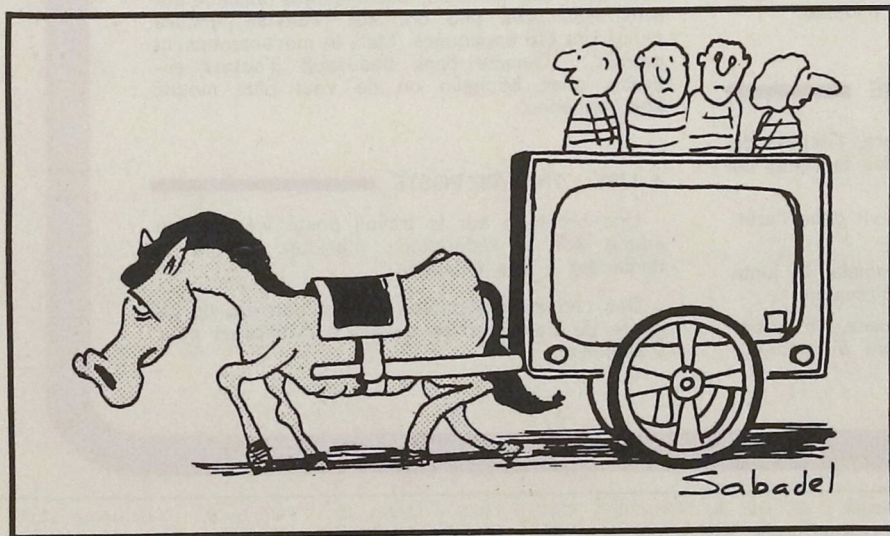
Elles exigent :

- la cessation immédiate de toutes les brimades ;
- la levée de toutes les sanctions prises contre les soldats ;
- la fin de toute répression dans l'armée.

Elles exigent que tout soit mis en œuvre pour garantir les libertés individuelles et collectives.

Elles décident de se rendre en délégation auprès du Ministre des Armées.

Paris, le 18 juillet 1974



NB

nouvelles brèves

CONFERENCE MONDIALE SUR LA SANTE

Les 28, 29, 30 octobre aura lieu à GENEVE, sous l'égide de l'ICF, une conférence mondiale sur les problèmes des maladies professionnelles, conséquences de manipulations des produits chimiques.

Les plus grands spécialistes médicaux du monde y participeront. La FUC CFDT et d'autres fédérations seront présentes.

C'est une affaire importante dont il vous sera fait un compte rendu.

LISTES ELECTORALES

Les listes électorales ont été ouvertes le 1er septembre et l'abaissement de la majorité à 18 ans entraîne donc la possibilité pour tous les jeunes de s'inscrire sur ces listes.

C'est un rappel utile. Que chacun profite de ses droits.

PORTUGAL

Le contact a été établi entre la Fédération portugaise des travailleurs de la chimie et la FUC CFDT. Un premier échange de documents s'est instauré.

La FUC répondra positivement à une invitation des syndicats portugais de la chimie pour se rendre sur place avant la fin de l'année.

Des contacts intéressants en perspective.

LA GUINEE BISSAU,

138^e ETAT A L'ONU

On ne peut que se féliciter de la recommandation faite le Conseil de Sécurité de l'ONU de recommander d'admission de la GUINEE BISSAU.

En formulant cette demande de reconnaissance, le gouvernement du Portugal et le Mouvement des forces armées ont franchi une nouvelle étape décisive dans la voie de la démocratisation du Portugal et de la décolonisation.

Nous souhaitons que ce mouvement s'étende également au MOZAMBIQUE et à l'ANGOLA afin d'aboutir à l'indépendance de ces peuples.

CHILI : TRISTE ANNIVERSAIRE

Il y a eu un an le 11 septembre, l'espérance chilienne tombait sous les coups des fascistes de Pinochet.

Depuis un an, le peuple chilien vit dans l'arbitraire, la terreur et la misère.

En dépit de la protestation mondiale, la junte militaire poursuit et aggrave sa répression.

Malgré des difficultés nombreuses, la résistance chilienne s'est organisée tant à l'intérieur

qu'à l'extérieur du Chili, aussi bien au plan syndical qu'au plan politique.

La solidarité s'est, elle aussi, développée, mais elle doit encore s'étendre et se renforcer. Chacun de nous est concerné.

RENTREE SCOLAIRE

La rentrée scolaire s'est effectuée.

Les enfants seront-ils cette année plus en sécurité que les années précédentes dans les établissements scolaires ? Rien n'est moins sûr.

Les Enseignants, la Fédération des transports CFDT attirent l'attention sur les risques croissants que courent les enfants en l'absence d'une politique sérieuse garantissant le minimum de sécurité.

Pour chacun de nous, où que nous nous trouvions, nous pouvons faire quelque chose.

MOZAMBIQUE : L'AFFRONTMENT

Les menées OAS de 1962 en Algérie ont fait des émules. Les colons portugais du Mozambique, pour défendre des privilèges d'un autre âge, n'hésitent pas à recourir à la violence des armes. C'est un rude coup porté à l'accord qui était intervenu récemment entre le Portugal et le FRELIMO (Front de lutte pour l'indépendance) qui prévoyait une accession progressive du Mozambique à l'indépendance en 1975 et ceci dans le respect des intérêts de chacun.

Ces batailles d'arrière-garde ne trompent personne. Il est à souhaiter qu'aucune guerre civile n'éclate réellement. Ce serait un rude coup pour ce Portugal en plein changement.

Comment ne voient-ils pas, ces privilégiés d'une autre époque, que tout est révolu.

MICHELIN : MOURIR POUR UN PNEU

En 1973, 15 454 accidents du travail dont 2 806 incapacités temporaires, 59 incapacités permanentes et 2 accidents mortels.

Triste bilan pour une année de travail chez Michelin. De plus, les membres du CHS sont formels : dans la quasi-totalité des cas, l'accident avait été annoncé, des mesures avaient été proposées, très peu ont été retenues, encore moins ont été appliquées. Mais le mécontentement grandit... Comme dans beaucoup d'autres endroits, chez Michelin on ne veut plus mourir pour un pneu.

A LIRE : TRAVAIL POSTE

Une brochure sur le travail posté vient d'être éditée par la fédération ; n'hésitez pas à la demander à vos délégués.

Des choses importantes sur les dangers de ce genre de travail et les solutions syndicales pour y remédier.